

L'Italie de Berlusconi ou la République des *beaufs* (cf. Note)

NB : Cet article a été récemment publié en tant que "Chronique d'abonné" du *Monde.fr*.
À la relecture, je l'ai légèrement modifié sur la forme.

Le berlusconisme domine la vie politique italienne depuis plus d'une décennie. Il est temps de se demander pourquoi et comment un personnage aussi original (au mauvais sens du terme : car il est difficile de ne pas voir dans ce chevalier d'industrie devenu un politicien véreux mais populaire un *beauf* de la plus belle espèce) peut représenter un des plus vieux pays de culture de la planète.

En examinant l'Histoire de la péninsule de plus près, on réalise qu'elle a joué souvent un rôle de "laboratoire" politico-économique et social - comme certains se sont plus à l'appeler.

Sans remonter aux communes libres médiévales inventrices du capitalisme – ce qui n'est pas rien –, je rappelles quelques événements paradigmatiques de la modernité et qui ont, par la suite, eu un grand écho à l'étranger. Par exemple :

- La réaction ultracatholique de Savonarole à Florence entre 1494 et 1498, qui préfigure le fondamentalisme islamique contemporain.
- La proclamation de la République à Rome en 1848, qui chasse momentanément le Pape, vicaire du Christ et cependant monarque depuis plus d'un millénaire – au mépris d'un des principes les plus fondamentaux du Nazaréen : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ».
- La marche sur Rome de Mussolini en 1922, qui initie sa main mise totale sur le pouvoir, avec la veulerie sinon complicité de la droite monarchiste...

Arrêtons-nous sur ce dernier événement contemporain (nos grands parents s'en souviennent), qui a inspiré plusieurs leaders réactionnaires européens, à commencer par Hitler lui-même.

Il est admis que le fascisme est un mouvement né au sein des classes moyennes... y compris chez les "intellectuelles" – le Duce étant lui-même instuteur d'origine. Notons qu'à son début, ce mouvement compta même quelques grands noms comme D'Annunzio et Pirandello.

L'hyper-nationalisme, le culte de la force, le machisme, le mépris de la démocratie et la lutte à mort contre la gauche socialo-communiste (cf. l'assassinat de Matteotti en 1924), sont les principales caractéristiques de la dictature mussolinienne, qui tiendra tout de même une bonne vingtaine d'années – n'étant finalement vaincue que grâce à l'occupation de la botte par les Alliés.

En avril 1945, les communistes italiens firent l'erreur de fusiller Mussolini illégalement au lieu de le pendre légalement (comme il fut procédé à Nuremberg pour les dignitaires nazis) – ce qui le fit passer pour un martyr par une minorité d'Italiens toujours fidèles à sa mémoire. Ce courant d'extrême droite finit par rallier Berlusconi ; puis le lâcha il y a peu : la corruption vénale et libidinaire du *Cavaliere* ayant atteint des limites difficilement compatibles avec ce mouvement fondamentalement conservateur .

Pour ce qui est de la Gauche socialo-communiste, elle n'a jamais réussi, pendant le grand demi-siècle qui a suivi la libération, à accéder au pouvoir, lequel resta aux mains de la Démocratie chrétienne, forte de l'appui de l'Église et des États-Unis.

Il faut dire que les Trente Glorieuses du "miracle italien" ont vu l'émergence d'une nouvelle classe sociale économiquement conquérante, dépolitisée et consumériste ; vouant aux gémonies toutes les vertus traditionnelles de parcimonie, de conformisme moral, etc., tout en évitant de se mettre à dos une Église toujours rétive à la modernisation des mœurs, malgré Vatican II...

Dans les années 1970, les excès de l'affairisme et de la corruption – qui touche pratiquement toute la classe politique – finissent par provoquer un malaise général pour le plus grand bien des activistes extrêmes. Ce seront les "années de plomb", qui culminent avec l'assassinat d'Aldo Moro par les

brigades Rouges en 1978.

Pendant tout ce temps, grâce au boom immobilier, Berlusconi s'enrichit au point de devenir dans les années 1980/1990 une des premières fortunes d'Italie – ce qui lui permet de se lancer en politique et briser tout ce qui freine la marche conquérante de l'argent-roi, en phase avec l'ultra-libéralisme thatchéro-reaganien.

Notre homme comprit très vite que la société de consommation demande et redemande *panem et circenses plus televisionem*. Il mit donc la main – directement ou indirectement – sur la plupart des médias audiovisuels de la Botte ; ce qui lui permit de faire sa propre propagande. Si bien que l'on peut soutenir que c'est la radio qui a fait Mussolini, c'est la télévision qui a fait Berlusconi – justement persifflé du sobriquet "Sua Emittenza" ("Son Émittence", à l'image de "Son Excellence"). Hâbleur et démagogue sans complexe, dans un monde politique utilisant encore une langue de bois académique, il a rapidement acquis une grande popularité parmi une population désormais relativement repue et dépolitisée – qui lui passe ses entourloupes vis-à-vis de la loi (encore plus qu'en France, chez les Tranalpines, un fraudeur invétéré sommeille en chaque citoyen) et ses frasques libidineuses : le machisme étant ouvertement revendiqué par ses partisans...

Note : N'ayant pas trouvé mieux pour désigner les dits partisans, je propose le terme de *beaufs*, d'autant que l'espèce a également proliféré en France, et pour les mêmes raisons... Chez nous, elle constitue sans doute aussi le soutien le plus fervent à notre hyper-président, qui, à l'image de Berlusconi, tente de privatiser l'État au bénéfice d'une minorité de nantis.